

LA LETTRE PRO

L'ACTU SANTÉ POUR LES PROS DE CENTRE-VAL DE LOIRE



N° 88 - du 7 novembre 2025

L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE



Professeur Serreau

Médecin addictologue à
l'EPSM Georges-Daumezon

Priscilla Joubert

Ambassadrice
« Mois Sans Tabac »
de la région Centre-Val de Loire ¹

« Mois Sans Tabac : un marketing social qui sauve des vies ! »

Avec quatre millions de fumeurs en moins en dix ans, la France signe une victoire historique contre le tabac. En marge de la dixième édition du « Mois Sans Tabac », Priscilla Joubert et le Pr Raphaël Serreau décryptent les raisons de ce succès. Ils proposent également des solutions concrètes pour maintenir la dynamique et construire une société sans tabac.

Selon Santé publique France, le pays a perdu quatre millions de fumeurs en dix ans. Quelles sont les causes profondes de cette baisse significative ? Comment maintenir la dynamique et éviter le relâchement ?

Priscilla Joubert : cette victoire historique contre le tabac a été permise par la combinaison de différentes mesures techniques, comme la généralisation des paquets neutres, la hausse des prix, la multiplication des espaces non-fumeurs ou le remboursement des substituts nicotiniques. Elle tient également au renforcement des actions de prévention qui ont appuyé la dénormalisation du tabagisme et accentué la baisse du nombre de fumeurs, à l'instar du « Mois Sans Tabac », dont

les bénéfices sont aussi médico-économiques : chaque euro investi génère sept euros d'économies en dépenses de santé liées aux maladies du tabac. Le succès de ce dispositif de santé publique repose sur la mobilisation collective des professionnels et des entreprises qui favorisent la mutualisation des compétences et font vivre au quotidien un bel exemple de marketing social qui sauve des vies. Pour maintenir cette dynamique, il faut renforcer la prévention, développer les compétences psychosociales et assurer la visibilité des dispositifs. L'approche doit rester bienveillante et non culpabilisante, contrairement à certaines campagnes passées. La prévention et le soutien collectif sont essentiels pour poursuivre la baisse du tabagisme et prévenir les addictions, en misant sur des interventions brèves et des programmes centrés sur le positif.

Raphaël Serreau : le [rapport de Santé publique France](#) confirme la pertinence du dispositif « Mois sans tabac » qui a permis une baisse sans précédent du nombre de fumeurs en dix ans, soit entre 2,8 et 5 % de la population. Cette réussite nationale marque un tournant pour la santé publique, longtemps jugée peu efficace dans ce domaine. La campagne repose sur une approche motivationnelle très répandue en addictologie : inciter les fumeurs à faire une pause pour prendre conscience des bénéfices de l'arrêt et modifier durablement leurs comportements. Première cause de mortalité évitable², le tabac nécessite une stratégie combinant actions collectives et accompagnement individuel. Les traitements de substitution nicotinique demeurent la référence dans les standards cliniques, mais ils peuvent être complétés par des thérapies cognitives et des approches alternatives, comme l'hypnose ou l'acupuncture. L'apparition de la cigarette électronique a également eu une incidence positive sur la diminution de la consommation de tabac. Cet optimisme de circonstance ne doit pas nous aveugler pour autant. Les disparités observées selon les régions et les publics supposent une adaptation des messages aux contextes socio-économiques et aux usages numériques.

Quels sont les principaux enjeux de la dixième édition de « Mois Sans Tabac » ? Comment améliorer l'efficacité de ce dispositif de santé publique ?

Priscilla Joubert : les enjeux de cette dixième édition ne sont pas différents des précédentes : soutenir les structures participantes, accompagner les ex-fumeurs et maintenir la baisse du tabagisme. Nous avons déjà dépassé les objectifs du [programme national de lutte contre le tabac³](#), mais nous pouvons aller encore plus loin et, pourquoi pas, viser des « générations sans tabac » en misant sur l'innovation, la créativité et la mobilisation collective des professionnels comme du grand public. La campagne doit aussi intégrer la dimension environnementale liée au tabac. Une cause à laquelle les jeunes sont très sensibles. Le premier défi sera de prolonger l'impact au-delà de novembre, en orientant les personnes vers un accompagnement adapté tout au long de l'année, selon leur propre temporalité. Santé publique France a testé des campagnes complémentaires, comme celle de février dernier, qui valorisent les tentatives d'arrêt. Il faut les réitérer. La visibilité des actions menées et la coordination des acteurs sur le terrain seront deux prérequis majeurs pour maintenir l'élan et répondre aux besoins individuels. Il nous appartient, collectivement, de transformer cette dynamique ponctuelle en engagement durable contre le tabagisme.

Raphaël Serreau : le « Mois Sans Tabac » est une occasion privilégiée de rencontrer tous les publics, notamment via des actions locales menées dans des lieux fréquentés, afin de toucher ceux qui restent hermétiques aux messages de prévention, dont les jeunes filles dès douze ans, qui sont une cible prioritaire. Retarder l'âge de la première cigarette est un enjeu crucial qui doit être appuyé par deux leviers concrets : la hausse prohibitive du prix du tabac, avec un paquet

autour de vingt euros, et le renforcement des programmes éducatifs dans les écoles et les collèges. La réglementation doit également être durcie. Je suis favorable au principe d'interdire l'achat et la consommation aux individus qui sont nés après 2014. Une solution récemment évoquée par certains députés qui pourrait, comme en Irlande ou en Australie, nous permettre de construire une société sans tabac. Soyons clair : la régulation et la taxation sont des leviers efficaces pour modifier des conduites à risque, mais ce ne sera pas suffisant. Il faut cibler, accompagner et soutenir les publics les plus vulnérables pour changer durablement les comportements et contrer les stratégies des lobbys du tabac.

Quelles sont les actions prévues en région pour soutenir les participants et mobiliser les professionnels de santé ? Comment toucher les publics les plus vulnérables ?

Priscilla Joubert : dans la région Centre-Val de Loire, la campagne « Mois sans tabac » s'organise en deux temps : octobre pour mobiliser les fumeurs potentiels à s'inscrire au défi national et novembre pour accompagner les fumeurs dans leur arrêt ou leur réduction au tabac. Cette année, trois grands événements ont ou vont être organisés, avec le soutien de l'Agence régionale de santé, dans le Cher, l'Eure-et-Loir et le Loiret : l'installation de boxes d'entretien pour le public, des consultations immédiates avec des prescripteurs de traitements nicotiniques et des actions de proximité. Ils ont été complétés par des initiatives locales, mais aussi par un colloque thématique pour former les professionnels, notamment sur les enjeux éthiques et motivationnels. Grande nouveauté introduite cette année : [une carte interactive](#) a été mise en ligne sur le site « Mois Sans Tabac ». Elle permet aux inscrits de localiser les tabacologues et les actions déployées près de chez eux. Pour toucher les publics vulnérables, comme les ouvriers et les chômeurs, la stratégie repose sur des interventions ciblées dans les lieux fréquentés, comme les centres commerciaux et les entreprises, mais aussi sur la mobilisation de l'entourage, qui reste un intermédiaire essentiel pour relayer les messages. Les objectifs sont clairement affichés : rendre le dispositif visible, mutualiser les compétences et adapter les actions pour réduire les inégalités face au tabagisme.

Raphaël Serreau : la CPTS d'Orléans sera, cette fois encore, particulièrement active durant le « Mois Santé Tabac ». Ces dernières années, plusieurs actions locales ont été organisées, dont des mini-consultations gratuites sur le parvis du CHU d'Orléans. Elles ont notamment permis de sensibiliser plus de soixante fumeurs et de les orienter vers des traitements nicotiniques gratuits. Bien que ces impacts n'aient pas été évalués ni documentés, ces initiatives montrent toute l'importance de la coordination interprofessionnelle. Les CPTS apparaissent comme un modèle efficace pour structurer des parcours de sevrage associant ville, hôpital et médico-social. Médecin, pharmacien, diététicien... Chaque acteur mobilisé joue un rôle complémentaire, notamment pour répondre aux craintes sur la prise de poids. Que ce soient des plaquettes ou des articles de presse, la communication locale est également un levier essentiel pour renforcer la visibilité des dispositifs. Pour réduire les inégalités face au tabagisme, il faut adapter les messages et les canaux aux profils ciblés, mais aussi recourir aux dispositifs mobiles comme le [DIMA](#) ou l'[ORVER](#), qui interviennent régulièrement auprès des populations précaires et des femmes enceintes.

« Chaque euro investi dans la prévention du tabagisme génère sept euros d'économies en dépenses de santé liées aux maladies du tabac »

En quoi la création de lieux de santé sans tabac est-elle un défi majeur ? Comment franchir un cap supplémentaire en la matière ?

Priscilla Joubert : la récente extension des espaces sans tabac représente un défi majeur, tant sur le plan logistique que culturel. Elle permet de renforcer la dénormalisation du tabagisme et de faire évoluer les mentalités, mais le discours doit rester bienveillant et orienté vers le soutien. Il s'agit d'informer sans stigmatiser, en expliquant que ces zones favorisent la santé et réduisent le tabagisme passif. Pour franchir un cap supplémentaire, il faut créer des lieux de santé sans tabac offrant des consultations immédiates, des prescriptions de traitements nicotiniques et des interventions brèves, afin de mieux répondre à la temporalité des fumeurs prêts à arrêter. Dans les zones médicalement désertées, un accès rapide aux solutions existantes sera indispensable pour éviter les délais qui freinent la motivation. Un remboursement complet des traitements serait, par ailleurs, une avancée décisive. Une chose est sûre : limiter drastiquement les espaces de consommation ne suffira pas. Seul un accompagnement concret et accessible permettra de transformer la contrainte en opportunité d'arrêt durable.

Raphaël Serreau : les « lieux de santé sans tabac » ont produit des résultats intéressants, notamment dans les établissements psychiatriques, où la consommation de tabac est particulièrement élevée. Il a été demandé aux équipes soignantes de remplacer l'achat de cigarettes pour les patients par des traitements de substitution nicotinique. Ce changement a nécessité trois ans de travail de formation des équipes médicales et internes pour modifier des habitudes profondément ancrées. Soutenu par le [RESPADD](#), ce projet pourrait prochainement obtenir une labellisation nationale. Sa mise en œuvre soulève néanmoins des défis pratiques. Malgré la signalétique « sans tabac », certains patients continuent de fumer devant les entrées des hôpitaux, non sans exposer les autres. Il faut donc prévoir des zones adaptées, bien identifiées, et informer les fumeurs pour éviter ces situations. Au-delà des espaces dédiés, la réussite repose sur une implication totale des professionnels dans la prescription et l'utilisation des traitements de substitution nicotinique pour faciliter l'arrêt du tabac et réduire les risques liés à la consommation.

(1) La mission d'ambassadrice régionale du « Mois Sans Tabac », confiée par l'ARS dans le cadre d'un appel à projets, est exercée depuis trois ans par cette représentante de l'[Apleat-Acep](#). Une association dont l'ambition est de mobiliser, informer et accompagner pour faire de chaque édition un succès collectif.

(2) Première cause de mortalité évitable, le tabac cause environ 75 000 décès par an en France.

(3) Le taux de prévalence des fumeurs quotidiens est actuellement de 18,2 % contre un objectif de 20 % en 2027.

Un pari gagnant !

La dixième édition du « Mois Sans Tabac » se déroule du 1^{er} au 30 novembre. Le principe de cette campagne nationale est relativement simple : arrêter de fumer pendant trente jours consécutifs. Une étape clé qui multiplie par cinq les chances de sevrage durable. Kit d'aide à l'arrêt avec un programme de quarante jours, consultation téléphonique avec un tabacologue en composant le 39 89, application Tabac info service pour les conseils et le suivi, contenus pratiques et soutien sur les réseaux sociaux, mobilisation de dix-sept réseaux régionaux... Plusieurs outils,

gratuits et personnalisés, sont proposés pour accompagner les participants dans cette démarche individuelle et collective. Autre particularité notable : cette opération spéciale, qui s'inscrit dans [la stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives](#), mise sur la solidarité, les échanges et les bénéfices du sevrage. Depuis son lancement en 2016, plus de 1,4 million de personnes se sont inscrites au « Mois Sans Tabac », et plusieurs millions ont tenté l'expérience.

NB : 109 214 personnes ont décidé de faire le premier pas vers une vie sans tabac (chiffre au 6 novembre 2025).

SOMMAIRE

L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Pr Raphaël Serreau, médecin addictologue à l'EPSM Georges-Daumezon & **Priscilla Joubert**, ambassadrice « Mois Sans Tabac » de la région Centre-Val de Loire

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Un pôle interhospitalier pour les maternités d'Orléans et de Gien

Pour un meilleur dépistage de l'insuffisance rénale chronique

La Cour des comptes se penche sur la prise en charge des AVC

CH de Chartres : coup d'envoi du chantier du nouveau service de réanimation

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

16,5%

C'est la proportion des 18-79 ans qui déclarent fumer quotidiennement dans le Centre-Val de Loire

LA MÉTÉO SANITAIRE

Grippe zoonotique : vigilance renforcée en Centre-Val de Loire

EN BREF

« Tempête mentale » : une série de podcasts pour comprendre les troubles psychiques

De nouveaux locaux pour le centre de santé de Salbris (41)

France Santé un réseau pour mieux repérer l'offre de soins de proximité

700 000 € pour accompagner la modernisation des ESAT

EN PRATIQUE

Les sciences comportementales au service du sevrage tabagique

APPELS À PROJETS

AU PROGRAMME

Recherche participative à Tours

Dépistage du diabète en Indre-et-Loire

Atelier nutrition et hypertension artérielle

Colloque « Ethique des pratiques en santé numériques en santé »

Prévention et dépistage du Sida à Orléans

Présentation de CAPSule santé mentale

LE COIN RH

Achille Cassiot, réélu président du Syndicat des internes en médecine de la Région Centre-Val de Loire (SICVL)

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Un pôle interhospitalier pour les maternités d'Orléans et Gien



Après avoir créé un pôle femme-enfant (gynécologie, obstétrique et néonatalogie), les maternités de Gien et d'Orléans deviennent, à compter du 1^{er} novembre, un pôle interhospitalier. « *La maternité de Gien reste autonome, insiste Dr Évelyne Werner-Mellul, qui dirige ce pôle. Mais nos équipes médicales et paramédicales vont davantage travailler ensemble, partager les mêmes protocoles, avoir une politique médicale commune.* »

En réalité, les équipes se connaissent déjà bien : « *Certaines sages-femmes du CHU d'Orléans, par exemple, font des gardes au CH de Gien, explique la responsable du pôle. De plus, une direction commune se met en place entre les deux établissements.* » Mais la création de ce pôle interhospitalier est l'occasion de resserrer encore les liens : pour renforcer l'organisation avec la mise en place de binômes infirmières-sages-femmes en 24/24 ; pour rendre les postes plus attractifs avec la création de postes de praticiens associés à temps partagé entre Gien et Orléans ; pour travailler les filières de soins avec une prise en charge de proximité et des prises en charge plus spécialisées... « *Ce pôle interhospitalier permet de renforcer et pérenniser l'offre de soins pédiatriques et gynéco-obstétriques du bassin de Gien* », commente la responsable du pôle.

L'organisation est en train de se mettre en place, avec le recrutement d'une cadre de santé, d'une sage-femme coordinatrice et de

La cour des comptes se penche sur la prise en charge des AVC



La Cour des comptes a profité de la Journée mondiale de l'AVC, le 29 octobre, pour publier son rapport sur « La prévention et la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux », qui formule 10 propositions « pour une plus grande fluidité des parcours de soins et une meilleure efficience des deniers publics ; » « *Ce rapport, tout comme le guide parcours de santé publié par la Haute autorité de santé (HAS), arrive à point nommé, au moment où l'on se rend compte que certaines prises en charge -notamment en phase aiguë de l'AVC- pourraient être optimisées,* » commente le Pr Marco Pasi, neurologue au CHU de Tours. A ses yeux, le maillage territorial mérite d'être amélioré « *pour homogénéiser la prise en charge sur l'ensemble du territoire.* ». La région Centre-Val de Loire, par exemple, est sous-dotée en unités neuro-vasculaires (UNV) : « *Seulement 1 patient sur 2 peut être pris en charge en UNV, regrette le Pr Marco Pasi. De plus, il n'y a qu'un centre de thrombectomie au CHU de Tours, dont de nombreux habitants de la région sont très éloignés.* » Il plaide donc pour un plan AVC, « *avec des financements ad hoc pour augmenter le nombre de lits d'UNV et de centres de thrombectomie.* »

nombreux échanges entre les cadres et les équipes : « *Mieux on se connaît, plus c'est facile de travailler ensemble* », conclut Dr Évelyne Werner-Mellul.

Pour un meilleur dépistage de l'insuffisance rénale chronique



L'insuffisance rénale chronique touche environ 2 % de la population et sa prévalence est en constante augmentation. « *Divers facteurs font que cette pathologie est sous-diagnostiquée, notamment la démographie des médecins généralistes et des néphrologues et le sous-recours aux soins de la population* », explique Dr Rémi Leclerc, médecin conseil à l'ARS. La maladie rénale chronique (MRC) se définit par une anomalie de la fonction rénale depuis plus de trois mois avec un débit de filtration glomérulaire de moins de 60mL/min/1.73m². L'évolution vers le stade terminal peut aboutir à la dialyse et/ou la transplantation rénale, ce qui a un impact considérable sur la qualité de vie des patients et de leur entourage. « *Dépister plus précocement cette pathologie permet d'en ralentir l'évolution et la survenue de complications* », commente Dr Rémi Leclerc. C'est un véritable enjeu de santé publique. Pour améliorer le dépistage des MRC, l'ARS a engagé un ensemble d'actions : campagne de sensibilisation des professionnels de santé, accompagnement des associations de patients (France Rein), mise en place de comité technique régional et d'un Observatoire régional pour optimiser le suivi des patients en région... Plus elles sont dépistées précocement, plus il est possible d'agir sur l'évolution des maladies rénales chroniques par des mesures relativement simples : éviter les

Le Pr Marco Pasi insiste également sur l'importance de la prévention primaire : « Il faut sensibiliser aux facteurs de risques, en ciblant prioritairement les personnes les plus exposées. Face à un AVC, « *Time is brain* » (le temps, c'est du cerveau) : pour minimiser les dommages cérébraux, elles doivent être capables d'identifier les signes d'un AVC pour comprendre qu'elles doivent immédiatement appeler le 15. » Ce rapport « bien fait, exhaustif et rigoureux », a le mérite de « poser le sujet dans le débat public et de tirer la sonnette d'alarme, se félicite le Pr Marco Pasi. J'espère qu'il sera suivi d'effets. »

CH de Chartres : coup d'envoi du chantier du nouveau service de réanimation



Les travaux de terrassement ont débuté au printemps mais la première pierre du nouveau service de réanimation du CH Louis Pasteur de Chartres vient tout juste d'être posée. Le chantier devrait s'achever fin 2026 et donner naissance à un nouveau bâtiment de 3 575 m² réunissant le service de réanimation, l'unité de surveillance continue ainsi que les urgences pédiatriques, qui rejoindront ainsi les urgences adultes. « *Conçu en 1986, date de la création du centre hospitalier Louis Pasteur, le service de réanimation n'était plus aux normes actuelles, explique Dr Juliette Audibert, cheffe du service de réanimation. Le nouveau bâtiment va nous permettre d'augmenter le nombre de lits et de proposer un cadre plus agréable aux patients et aux soignants.* » Le service va

médicaments néphrotoxiques (les anti-inflammatoires par exemple), avoir une alimentation adaptée limitant l'apport en protéine, prendre en charge les facteurs de risque cardiovasculaire tels que le surpoids, le tabac, le diabète ou l'hypertension artérielle.

« On fait ainsi d'une pierre, deux coups, explique Dr Rémi Leclerc. Ces mesures permettent aussi de préserver les autres organes vitaux, notamment le cœur. »

ainsi passer de 18 à 20 lits, avec 12 lits de réanimation et 8 lits d'Unité de soins intensifs polyvalents (USIP). En cas de crise sanitaire, il sera également possible de créer rapidement 7 lits supplémentaires. L'ARS contribue au financement de ces travaux à hauteur de 6 millions d'euros.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

16,5%

C'est la proportion des 18-79 ans qui déclarent fumer quotidiennement dans le Centre-Val de Loire, selon le dernier baromètre thématique de Santé publique France. La région se situe en quatrième position, en France métropolitaine, juste derrière la Bretagne (16,1 %), l'Auvergne (16 %) et l'Île-de-France (14,6 %).



LA MÉTÉO SANITAIRE



Grippe zoonotique : vigilance renforcée en Centre-Val de Loire

En octobre, un foyer d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) a été confirmé dans un élevage de volailles du Cher. Ce foyer s'inscrit dans un contexte de circulation soutenue du virus H5N1 au niveau européen, avec plusieurs foyers déjà recensés en France et dans les pays voisins. Selon les éléments d'analyse de l'OMS, le risque de transmission à l'être humain reste à ce stade faible en population générale. Mais il est faible à modéré pour les personnes exposées professionnellement : éleveurs, vétérinaires, personnels d'abattoirs, etc. Une surveillance renforcée est donc requise, en complément de gestes de prévention essentiels.

Santé publique France a mis en place, pour les professionnels de santé, une conduite à tenir en cas de suspicion de grippe zoonotique (influenza aviaire ou influenza porcine), avec les fiches de renseignement et de signalement. Ses principales recommandations : procéder à un signalement rapide et à une gestion concertée des cas suspects ; recourir systématiquement au test RT-PCR grippe avec sous-typage H1/H3 pour les cas possibles et graves ; déployer le protocole SAGA pour le dépistage des personnes exposées en cas de foyer animal : pour mettre en œuvre ce protocole ou déclarer un cas suspect, vous pouvez contacter [la cellule de veille et de sécurité sanitaire](#) de l'ARS. Rappeler l'importance de la vaccination antigrippale pour les professionnels exposés, afin de limiter le risque de réassortiment viral. Une fiche repère « [De la prévention au signalement](#) » est également à la disposition des soignants.

Consultez le [bulletin régional](#) de situation épidémiologique produit par la Cellule régionale de Santé publique France en région Centre-Val de Loire.

Pour rappel, tout événement susceptible d'avoir un impact sur la santé de la population ou sur le fonctionnement de l'offre de soins doit faire l'objet d'un signalement à l'Agence régionale de santé. Le point focal régional, destiné aux professionnels, est joignable 24h/24 7j/7 au 02 38 77 32 10 et par mail à ars45-alerte@ars.sante.fr

EN BREF

« Tempête mentale » : une série de podcasts pour comprendre les troubles psychiques



Dans le cadre de la Grande cause nationale 2025, le gouvernement lance « [Tempête mentale](#) », une série de podcasts sur les troubles psychiques. Chaque épisode aborde, sous la forme d'un dialogue intérieur, un trouble particulier : la bipolarité, la dépression, l'anxiété, les troubles du comportement alimentaire et la schizophrénie. Ce huis clos cérébral permet de comprendre comment le trouble se manifeste, ce qu'il provoque, et ce qu'il tente de cacher ou de contrôler. Il propose aussi de premières pistes pour s'aider soi-même ou accompagner un proche en souffrance. Les situations, interprétées par la comédienne Camille Lellouche, sont inspirées de témoignages réels, et les épisodes validés par un professionnel de santé.

De nouveaux locaux pour le centre de santé de Salbris (41)

France Santé : un réseau pour mieux repérer l'offre de soins de proximité



Annoncé par le Premier ministre Sébastien Lecornu, France Santé vise à rendre plus lisible et accessible l'offre de soins de proximité. Ce nouveau label permettra d'identifier, sur chaque territoire, les lieux où les habitants peuvent être pris en charge rapidement. Les structures labellisées — maisons ou centres de santé, cabinets médicaux, etc. — devront répondre à des critères communs : consultations sans dépassement d'honoraires, présence d'un médecin et d'une infirmière, ouverture cinq jours sur sept et participation au Service d'accès aux soins (SAS). L'ARS Centre-Val de Loire est à l'écoute des acteurs de terrain et prendra contact dans les prochaines semaines avec les maisons et centres de santé pour identifier celles qui pourraient être rapidement labellisées. Ce travail sera conduit en lien avec la Fédération des maisons et pôles de santé (FMPS). L'ARS accompagnera ensuite chaque structure pour améliorer l'offre de soins et renforcer la coordination territoriale. « *Il ne s'agit pas d'ajouter une couche*



François Bonneau, président de la Région, dans l'un des cabinets du centre de santé de Salbris, lors de son inauguration, en compagnie de Gaston Behar, gynécologue, d'Alexandre Avril, maire de Salbris, de Philippe Gouet, président du conseil du Loir-et-Cher, de Roger Chudeau, député, et de Laurent Vignaud, sous-préfet de Romorantin-Lanthenay. © le berry républicain

C'est l'un des trois centres de santé créés par le GIP (groupement d'intérêt public) Pro Santé dans le département de Loir-et-Cher : le centre de santé régional de Salbris vient d'inaugurer ses nouveaux locaux en plein centre-ville, en lieu et place d'un ancien supermarché, à deux pas de la pharmacie et du centre infirmier. Ce nouvel espace moderne et fonctionnel est plus adapté aux besoins des deux professionnels de santé (un médecin généraliste et un gynécologue) et à l'accueil de leurs patients. À sa création, en 2024, ce centre de santé est venu renforcer l'offre de soin de cette commune de 4 900 habitants qui en était largement dépourvue.

administrative, mais de rendre plus visible ce qui existe déjà », a précisé la ministre Stéphanie Rist. 2 000 structures devraient être labellisées d'ici 2026, avec un déploiement prioritaire dans les zones fragiles.

700 000 € pour accompagner la modernisation des ESAT



Mis en place en 2022, le fonds d'accompagnement de la transformation des établissements et services d'accompagnement par le travail (FATESAT) est destiné à soutenir les Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) dans l'adaptation de leurs activités et de leurs outils de production pour faire monter en compétences les travailleurs en situation de handicap. Il finance 50 % des projets visant à développer des équipes autonomes, les former à de nouvelles compétences ou de nouvelles machines, innover, passer le permis de conduire... C'est ainsi qu'en 2025, sur les 23 projets déposés en région Centre-Val de Loire, 16 ont été retenus pour un montant total de 700 000 €. Parmi ces 16 dossiers, 1 est en Eure-et-Loir, 1 dans l'Indre, 3 en Indre-et-Loire, 4 dans le Loir-et-Cher et 7 dans le Loiret.

EN PRATIQUE

Les sciences comportementales au service du sevrage tabagique

Chaque année, entre 25 % et 30 % des fumeurs essaient d'arrêter de fumer, la plupart sans aide extérieure. L'accompagnement par un médecin généraliste pour le sevrage tabagique est efficace mais reste trop peu fréquent. Pour favoriser la prise en charge du tabagisme par les médecins généralistes, Santé publique France (SpF) engage une action de sensibilisation auprès de 58 000 d'entre eux.

SpF et le bureau français du Behavioural Insights Team (BIT) ont expérimenté une prise en

charge fondée sur les sciences comportementale. Cette intervention repose sur trois outils (un questionnaire, une affiche, une fiche-conseil) qui ont été [évalués positivement](#) : ces documents facilitent l'échange entre le patient et le médecin autour du sevrage tabagique et permettent une meilleure prise en charge du tabagisme.

APPELS À PROJETS

Vous êtes kinésithérapeute libéral ou professionnel de l'HAD travaillant avec des libéraux : répondez à l'enquête « Etat des lieux des collaborations interprofessionnelles entre les kinésithérapeutes libéraux et les structures d'hospitalisation à domicile (HAD) ». Je suis salarié ou vacataire dans une structure [d'HAD](#) ou je suis [kinésithérapeute](#)

Santé mentale : déposez votre candidature pour obtenir le label Grande cause nationale (GCN) 2025 « Parlons santé mentale ! »

Création de 15 pôles d'activités et de soins adaptés (PASA) en EHPAD

Le numérique, en soutien aux organisations territoriales en santé en Centre-Val de Loire

Création de missions départementales d'expertise et d'information en Communication Alternative et Améliorée

Expérimentation : accès direct des masseurs-kinésithérapeutes en CPTS

AU PROGRAMME

Recherche participative à Tours

La Croisée des Savoirs est un événement dédié à la recherche participative en santé créé dans le cadre du projet régional Loire Val-Health. La première édition est consacrée à la santé mentale et les neurosciences, avec deux temps-forts : le **13 novembre** (de 18h00 à 21h30) : soirée rencontre.. le **15 novembre** (de 9h à 12h30) : matinée d'ateliers. 37^e Parallèle à Tours Nord. Programme et inscription [ici](#).

Dépistage du diabète en Indre-et-Loire

A l'occasion de la Journée mondiale du diabète, le **14 novembre**, les centres de soins infirmiers d'Indre-et-Loire organisent des opérations de dépistage dans quatre lieux entre 9h00 et 12h00 : Carrefour Market à Langeais, Intermarché à Château-Renault, La Rich'Epice

Prévention et dépistage du Sida à Orléans

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, le CAARUD de l'APLÉAT-ACEP organisent une action de prévention et de dépistage gratuite du VIH et des hépatites B et C le **1^{er} décembre** de 14h à 17h. Maison de santé pluridisciplinaire (MSP) Madeleine Brès à Orléans.

Présentation de CAPSule santé mentale

La FRAPS Promotion santé Centre-Val de Loire organise le **4 décembre** de 12 h à 13 h un webinaire de présentation de la nouvelle collection de CAPSule santé consacrée à la santé mentale des adolescents. Pensé pour les professionnels

à La Riche et Résidence Marcel du Lorier à La Riche.

Atelier nutrition et hypertension artérielle

Le Centre de ressources territorial (CRT) Nord Loiret propose un atelier « Nutrition et hypertension artérielle » pour comprendre comment adapter son alimentation pour prévenir ou maîtriser son hypertension artérielle. Deux sessions au choix : le **25 novembre** ou le **27 novembre** à 14h30 à Neuville-aux-Bois (45)

Inscription : stephanie.ducet@ch-neuville-aux-bois.fr ou 02 38 52 20 20

en contact avec des jeunes de 13 à 17 ans, cet outil propose des activités participatives, des supports ludiques, et des repères pédagogiques pour aborder la santé mentale de manière bienveillante, accessible et adaptée.

Programme et inscription [ici](#).

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre Pro en écrivant à ARS-CVL-

COMMUNICATION@ars.sante.fr

Colloque « Éthique des pratiques en santé numériques en santé »

Organisé par le Laboratoire Education éthique santé de l'université de Tours le **28 novembre**. A l'Ecoles du CHRU de Tours, IFPS, Chambray-lès-Tours. Programme et inscription [ici](#).

LE COIN RH

NOMINATION



Achille Cassiot, réélu président du Syndicat des internes en médecine de la Région Centre-Val de Loire (SICVL)

interne en anesthésie-réanimation, Achille Cassiot vient à 26 ans d'être élu pour son 2ème mandat d'un an à la présidence du Syndicat des internes en médecine de la région Centre-Val de Loire (SICVL). Une forme d'engagement qu'il a dans le sang : « J'ai déjà représenté les étudiants à la Faculté de médecine, au conseil d'administration de l'Université, au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER)... en plus de quelques activités associatives. »

À la tête du SICVL, il s'est fixé une grande priorité : « Veiller à la qualité de la formation, aux conditions de travail et à la santé

mentale des internes dans le contexte de démographie médicale que nous connaissons. » Achille Cassiot est également très attentif au logement des internes : « Nous allons lancer un état des lieux du nombre et de la qualité des logements proposés par les universités et les collectivités. C'est une variable importante quand on change d'affectation tous les six mois au sein d'une région particulièrement étendue. ». Cette région, il y est né (précisément à Saint-Amand-Montrond), il y est très attaché et il a décidé d'y rester durant son internat. « En 2026, j'aimerais

que nous puissions y accueillir les assemblées générales des intersyndicales nationales (ISNI et ISNAR-IMG) qui réunissent les représentants des internes de toute la France. »

LA SANTÉ RECRUTE



Infirmier en pratiques avancées (IPA) F/H au CMP de Gien

Médecin à Huisseau-sur-Mauves

Médecin généraliste au CRAtb Centre-Val de Loire

Responsable de l'unité données de santé H/F

S'abonner à la Lettre
Pro ARS Centre-Val
de Loire

Consulter les Lettres
Pro précédentes

Proposer un sujet,
un événement, une
offre d'emploi...



La Lettre Pro - 88 du 7 novembre 2025

Directrice de la publication : Clara de Bort

Réalisation / rédaction : Communication ARS Centre-Val de Loire

Crédit photos : ARS Centre-Val de Loire

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)